

Compte-rendu de la réunion publique citoyenne qui s'est tenue  
à Calmont (31560) le 18 février 2019

Le 18 février 2019, à 20h, les Calmontais et les habitants des villages alentours étaient invités à venir s'exprimer dans le cadre du Grand Débat National.

Après lecture de la charte, l'animateur de la soirée présentait une brève rétrospective portant sur la mise en place et l'organisation de cette consultation nationale. Le calendrier des étapes à venir était également présenté, avant que les quelques 40 participants ne soient invités à choisir 2 ateliers sur les 4 proposés.

Des échanges nourris, d'environ 3/4h pour chaque atelier, s'en suivaient, à la fin desquels une synthèse globale était faite en public et à tour de rôle, par chacun des rapporteurs. En voici la teneur :

### **Fiscalité et dépenses publiques**

1. Pour améliorer l'information :

- transparence réelle des dépenses publiques avec un rapport annuel détaillé des dépenses et des recettes fiscales
- rendre cette information accessible à tous, en particulier à ceux qui n'ont pas la possibilité d'utiliser internet
- prendre exemple sur les pays nordiques
- évaluation du CICE, par entreprise : nb d'emplois créés, montant des investissements et des dividendes versés

2. Fiscalité plus juste et plus efficace :

- Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité
- Augmenter le nb de tranches d'imposition
- Réindexer les retraites sur l'inflation
- Le minimum retraite à partir de 62 ans
- Suppression de la CSG pour les retraités
- Une seule et unique caisse de sécurité sociale

- Les niches fiscales : réformer l'optimisation fiscale
- Remettre l'ISF et le chiffrer
- Imposer les GAFA et toutes les entreprises travaillant sur le sol français

### 3. Réduction du déficit de la France :

- Réduire le nb de députés
- Réduire le train de vie de l'Etat
- Supprimer les avantages de certains secteurs (SNCF, EDF ...)
- Supprimer les retraites et privilèges (chauffeur, voiture, gratuité des transports, secrétaire, logement de fonction ...) des anciens hauts dirigeants (Président, ministres ...) en leur rappelant qu'ils ont eu l'honneur, durant quelques années, d'exercer une fonction au service de la France et non pas un métier
- Supprimer le Sénat
- Interdire le cumul des mandats
- Que l'Élysée devienne un "musée", cela coûtera moins cher

### 4. Les premiers impôts à baisser :

- La TVA
- La CSG
- Les charges des TPE/PME

### 5. Dépenses à réduire en priorité :

- Les dépenses de l'Etat (fonctionnement du gouvernement)
- Baisser les taux d'intérêt
- Renégocier les taux d'intérêt de la dette publique et plus de transparence

### 6. Où faut-il faire des économies ?

- Suppression de la retraite des anciens présidents de la république, anciens ministres, députés, sénateurs ...

7. Financer les dépenses sociales en :

- Détricotant les montages financiers favorisant l'évasion fiscale et en réinjectant les produits ainsi récupérés
- Imposant les GAFA
- Stoppant l'immigration

8. Les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée :

- La dépendance/vieillesse
- La santé
- Le handicap
- Les mineurs en difficulté

9. Nous sommes prêts à payer plus pour :

- Avoir des administrations utiles
- Arrêter de privatiser ou vendre les biens de l'Etat
- Stop aux impôts - mieux répartir les recettes

10. Prêts à payer un impôt pour des comportements bénéfiques ?

- Non pour un impôt supplémentaire !
- Oui pour des amendes sur les entreprises qui ne jouent pas la transparence !

11. Nos idées

- Taxer les avions et les bateaux sur le carburant
- Taxer les grandes entreprises qui ne paient pas correctement leurs impôts
- Contrôle plus pertinent que l'actuel sur le chômage, les allocations

Autres propositions :

- Harmoniser les coûts sociaux du travail au niveau européen
- Suppression des 80 km/h
- Privilégier les dépenses pour la santé, l'éducation, la sécurité, les infrastructures routières
- Tout faire pour maintenir, voire améliorer la qualité des services publics en y affectant les dépenses de façon réfléchie
- Restaurer les facteurs de pénibilité et faire davantage de prévention
- Imposer la distribution de dividendes

## **Démocratie et citoyenneté**

- Un gouvernement par le peuple, pour le peuple
- RIC
- prise en compte des votes blancs et vote à la proportionnelle
- pour certains : rendre le vote obligatoire ; pour d'autres : pas de vote obligatoire, mais élections organisées en semaine pendant le temps de travail
- adhésion gratuite à un syndicat
- retour à un septennat
- respect du pacte républicain
- passage à une 6ème république
- suppression de l'art 49.3 de la Constitution
- le Président de la République devrait être élu par l'Assemblée Nationale
- suppression des retraites, avantages et privilèges des "grands" élus (députés, sénateurs, ministres et Président)
- casier judiciaire vierge pour tous les élus et peines non aménageables en cas d'infraction ou de malversation avérées
- suppression des lobbies

- indépendance de la gestion du pays vis à vis de la finance (commission de surveillance indépendante)
- droit de manifester et interdiction des armes reconnues dangereuses et pouvant mutiler telles que LBD40, grenades de désencerclement
- suppression de la loi anti-casseurs
- éducation civique obligatoire dans les écoles
- obligation de service civique et militaire
- tendance de certains à un excès d'individualisme que l'on pourrait résumer ainsi : "Fichez-moi la paix mais occupez-vous de moi !" (les 2 propositions précédentes pourraient modérer ce genre de comportement)
- vœux d'une société plus solidaire : aujourd'hui société trop individualiste (à cause de trop de consommation)
- il faut de la transparence de la part des institutions sur le financement de leur fonctionnement : quels sont les montants réels dépensés sur ces budgets de fonctionnement (Députés/Sénateurs : identifier les économies réalisables)
- les sénateurs sont élus par les grands électeurs dans chaque département, mais ne donnent pas l'impression de représenter un territoire
- les députés sont élus par l'ensemble des électeurs d'un territoire pour voter les lois pour tous
- Rôle du Sénat et de l'Assemblée : pertinence du système actuel en matière de représentativité des citoyens. l'Etat, c'est l'ensemble des Français.
- mieux gérer et contrôler les missions des différents élus
- les décisions politiques des gouvernements précédents ont donné le pouvoir aux financiers (on a fait trop confiance à l'économie de marché!)
- quel que soit son rôle, un élu doit rester accessible (en "haut", on est trop déconnecté de la réalité)
- un grand débat tous les 2 ans pour garder le lien avec la base

- droit de vote des immigrés au bout de 3 ans sur la même commune, 5 ans sur le territoire français, sous condition d'avoir parfaitement acquis la pratique de la langue et de respecter les règles de la démocratie bien sûr
- halte à la discrimination , homophobie, haine, racisme, peur de l'autre par méconnaissance (religion, origine)
- les religions ont trop pris le pouvoir, sont trop souvent en vitrine, ce qui entraîne des amalgames
- problèmes d'éducation au sein-même de la famille

### **Organisation de l'Etat et des Services Publics**

- trop de verticalité
- Quels sont les niveaux auxquels vous êtes le plus attachés ? Communes / Département
- Rétablir la proximité des services publics (les services publics disparaissent peu à peu des zones rurales)
- renationalisation des distributions de l'eau, de l'électricité, du réseau autoroutier ; privilégier le Service Public, dans tous les secteurs possibles
- Quelle place occupe le monde rural dans la politique ? Les besoins des habitants de ces zones ne sont pas pris en compte comme ils devraient l'être.
- Problème de la dématérialisation des formalités administratives : mettre en place un espace informatisé dans les mairies, centres sociaux, les locaux de la Poste ... avec un interlocuteur qualifié pour aider les personnes en demande
- Revalorisation du point pour les salaires des fonctionnaires

Transfert de missions ? Oui avec dotations de l'Etat

- Ne plus fermer les petites gares

- interdire le cumul de mandat et limiter chaque fonction à 1 seul mandat - pas de "professionnels" de la politique : ouvrir l'espace politique au peuple
- avant d'exercer un mandat quelconque, faire un mois de stage dans le domaine ouvrier, payé en conséquence
- moins de députés et de sénateurs
- pas de retraite à vie pour les hommes politiques (faire de la politique, ce n'est pas exercer un métier)
- fin des privilèges de nos élus, à l'Elysée, du monde politique en général et des hauts fonctionnaires
- casier judiciaire vierge exigé pour les politiques comme pour les travailleurs
- manque de transparence sur les dépenses de l'Etat, sur le nb de très hauts fonctionnaires
- trop d'institutions : qui fait quoi ? + de transparence
- Service Public itinérant pour les petites communes isolées et zones désertifiées
- Réfléchir à des lieux où l'on pourrait regrouper les Services publics
- Europe trop technocratique et trop souvent prédominante sur la souveraineté de l'Etat : Développer une Europe sociale, humaniste
- davantage de consultations du peuple : une démocratie participative, autant sur le plan local que national
- la parité homme/femme chez les hauts fonctionnaires et à salaire égal
- suppression des contrats précaires dans le service public
- rétablir le code du travail d'avant la réforme
- principe de neutralité appliqué dans tous les domaines et surtout dans la justice (contrôler notamment l'influence de la Franc-maçonnerie)

## **Transition écologique**

### Transport :

- aménager le territoire, en favorisant la proximité des emplois et des résidences
- développer les transports en commun, également sur petites distances
- création d'une taxe carbone sur les avions et les bateaux
- suppression de la taxe carbone pour les véhicules légers
- plus de parkings gratuits pour les zones de covoiturage (SNCF, autoroutes ...)
- la voiture électrique n'est sans doute pas le "remède" idéal : problème du recyclage des batteries, utilisation de matière première dont l'extraction fait appel à l'exploitation des enfants
- pousser les recherches sur le moteur à hydrogène et autres alternatives qui n'ont pas été encouragées jusqu'ici pour garantir les intérêts de multinationales
- chercher des alternatives de transport en commun : ballons dirigeables ...

### Agriculture :

- vente libre des semences
- suppression des produits chimiques (glyphosate ...)
- suppression des subventions pour l'agriculture chimique
- interdire à la vente les produits OGM
- interdiction d'importer tout produit non écologique ou OGM
- reconnaissance du délit pénal à l'encontre des lobbies qui commercialisent ce type de produits reconnus nocifs pour la santé
- proposer des solutions de transition et d'accompagnement vers le bio (reconversion)
- l'Ecologie ne doit pas devenir l'affaire des lobbies



- développer les jardins partagés
- manger local

Autres :

- diminution des emballages dans l'industrie alimentaire
- revoir l'ensemble des normes : certaines sont inutiles et sont souvent un frein pour les petits producteurs
- favoriser les achats groupés pour les particuliers (EDF, eau ...)
- repenser la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (taxer en fonction du poids, ce qui incitera au tri sélectif)
- amende pour pollution
- ouverture de projets d'équipement en panneaux photovoltaïques pour tous
- extinction des éclairages publics (ou au moins d'une grosse partie), à partir d'une heure avancée de la nuit
- moins de tracts publicitaires